

Généralement, le renvoi à six mois constitue une motion symbolique visant à montrer son opposition à un projet de loi. Ce n'est cependant pas le cas en ce qui a trait à cet amendement. A notre avis, le gouvernement devrait reporter la fin de ce programme au 30 septembre 1985 au lieu du 31 mars 1985.

De nombreux députés ont cherché à justifier la reconduction de ce programme en puisant des exemples dans leurs circonscriptions respectives. Le député de Churchill (M. Murphy) a mentionné des gens de sa circonscription qui voulaient commander des pièces pour procéder au remplacement mais qui doivent attendre de les recevoir de Montréal ou de Toronto. Certains résidents du nord de l'Ontario sont dans l'impossibilité d'installer ces canalisations de gaz parce que le sol est gelé. La mise en veilleuse de ce projet de loi pendant six mois permettrait la pose de beaucoup plus de canalisations, de sorte que les gens pourraient profiter de ce programme pour abandonner le chauffage au mazout, dont les réserves s'épuisent, pour adopter le gaz naturel, dont les réserves surabondent.

Le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) nous a dit que dans sa circonscription, les gens font la queue pour demander à participer à ce programme. Ce programme ne coûte pas si cher au gouvernement. Il devrait vraisemblablement récupérer le tiers de sa contribution par le truchement de l'impôt. Ces programmes ont permis d'économiser environ 45,000 barils de pétrole par jour, contribuant ainsi à faire baisser notre consommation annuelle de pétrole de 3 p. 100. Si le gouvernement tient à consulter les Canadiens et à agir d'une façon rationnelle, il va accepter, comme nous le lui proposons, de reporter l'échéance à septembre prochain. Ce ne serait que juste et raisonnable. Il y a des Canadiens dans diverses régions du Canada qui ne peuvent pas se prévaloir de ce programme.

• (1610)

J'ai entendu le député de York-Est déclarer que les Canadiens, en gens raisonnables qu'ils sont, vont de toute façon abandonner le chauffage au mazout pour adopter le chauffage à l'électricité, au bois ou au gaz naturel. A mon avis, le député pourrait bien se tromper, et je vais vous dire pourquoi, monsieur le Président.

**Une voix:** Rétractez-vous!

**M. McDermid:** Vous avez dit que les Canadiens ne sont pas des gens raisonnables.

**M. Waddell:** Non, je n'ai pas dit que les Canadiens ne sont pas des gens raisonnables.

**M. Blackburn (Brant):** Ils n'en ont pas les moyens.

**M. Waddell:** Certains Canadiens n'en ont pas les moyens. D'autres qui en auraient les moyens surveillent l'évolution du prix mondial du pétrole. Ils s'imaginent peut-être qu'il va baisser. Je pense que le prix mondial du pétrole va baisser sous peu.

**M. Blackburn (Brant):** Les banques ne le permettront pas.

**M. Waddell:** Il baisse déjà. Les Canadiens vont se demander pourquoi ils se donneraient la peine d'opérer le changement. J'ai découpé des articles de journaux venant de différentes régions. J'ai lu notamment les mises en garde de certains commentateurs américains qui disent que nous avons accompli beaucoup de progrès dans le domaine des économies d'énergie

### *Remplacement du mazout—Loi*

et que nous faisons maintenant marche arrière. Les gens commencent à se désintéresser de la question parce qu'ils s'attendent à une baisse du prix du pétrole.

**M. Blackburn (Brant):** Il ne baissera pas à long terme.

**M. Waddell:** Je pense qu'il baissera à court terme. Cependant, nous allons avoir des problèmes parce que c'est une ressource qui s'épuise et que son prix remontera tôt ou tard. Il pourrait même y avoir une flambée des prix si le conflit s'aggravait dans le Golfe, surtout à cause de la guerre entre l'Iran et l'Irak qui s'intensifie déjà. Si l'Arabie Saoudite s'en mêle, le prix du pétrole augmentera très rapidement et, une fois de plus, les Canadiens seront coincés.

Le gouvernement donne \$800 sur environ \$2,000 aux Canadiens qui changent de chaudière. C'est une sorte de carotte pour les inciter à le faire. En outre, il y a les \$500 du PITRC. Pour une fois, nous avons fait une fleur aux Canadiens ordinaires. Ce sont les consommateurs qui assument tous les coûts dans notre pays, et non les sociétés pétrolières. Bien que ce soit notre pétrole, les consommateurs canadiens payent le litre d'essence 50c. à la pompe. Par ce programme, nous aidons les Canadiens moyens. Le gouvernement n'hésite pas à faire un cadeau de 1.6 milliard de dollars aux compagnies pétrolières. J'ai toutefois du mal à comprendre ce qu'il est en train de faire. Il s'en est d'abord pris au Programme énergétique national que les conservateurs avaient critiqué à juste titre quand ils étaient dans l'opposition . . .

**M. McDermid:** Et que vous avez appuyé.

**M. Waddell:** Nous ne l'avons pas appuyé. Nous avons critiqué dans ce programme les mêmes choses que les conservateurs, mais nous avons appuyé les mesures visant à économiser l'énergie. Les résultats sont probants. Un million de foyers ont profité du programme de substitution du pétrole et ils sont encore 900,000 à vouloir le faire. Pourquoi supprimer ce programme et faire ainsi du tort aux petites entreprises canadiennes de ce secteur. Que fait le gouvernement, monsieur le Président? Il les pénalise et favorise à la place les énormes sociétés pétrolières étrangères.

**M. Blackburn (Brant):** Les conservateurs sont contre les petites entreprises.

**M. Waddell:** Pourquoi le gouvernement s'attaque-t-il d'abord aux économies d'énergie? Pourquoi les députés ministériels déclarent-ils qu'ils s'opposent aux subventions? J'en ai entendu quelques-uns le dire. Sont-ils contre les subventions favorisant la diversification régionale et la création d'emplois dans les régions? J'ai écouté le député de Western Arctic (M. Nickerson) et je connais sa région pour avoir vécu à Yellowknife. Si nous supprimons ces subventions, la ville entière déperira en un mois. J'ai entendu le député parler d'éliminer des subventions. Il faut reconnaître que certaines sont souhaitables et d'autres inutiles. On ne peut prétendre en général qu'il faut supprimer les subventions. Nous en accordons. Supprimerons-nous le programme d'aide pour l'accession à la propriété et les REER? C'est une réalité du monde moderne. Le gouvernement intervient dans tous les domaines. Par ce programme, le gouvernement intervenait en faveur du citoyen ordinaire, le propriétaire d'une maison, afin de lui procurer un faible allègement. Le gouvernement actuel veut maintenant s'y opposer.